



HAL
open science

La réserve extractiviste de Ciriaco: babaçu durable pour les petits producteurs?

Martine Droulers, Enali de Biaggi, Denis Chartier, Stéphanie Nasuti

► **To cite this version:**

Martine Droulers, Enali de Biaggi, Denis Chartier, Stéphanie Nasuti. La réserve extractiviste de Ciriaco: babaçu durable pour les petits producteurs?. 2008. halshs-00259371

HAL Id: halshs-00259371

<https://shs.hal.science/halshs-00259371>

Preprint submitted on 27 Feb 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



SYNTHESE TERRAIN CIRIACO

Martine Droulers (géographe, responsable du site)
 Leca de Biaggi (cartographe)
 Denis Chartier (géographe)
 Stéphanie Nasuti (doctorante en géographie)

Enquête de terrain réalisée entre mai et juillet 2007

La réserve extractiviste de Ciriaco : babaçu durable pour les petits producteurs?

1. Description du site et de l'expérience de développement durable

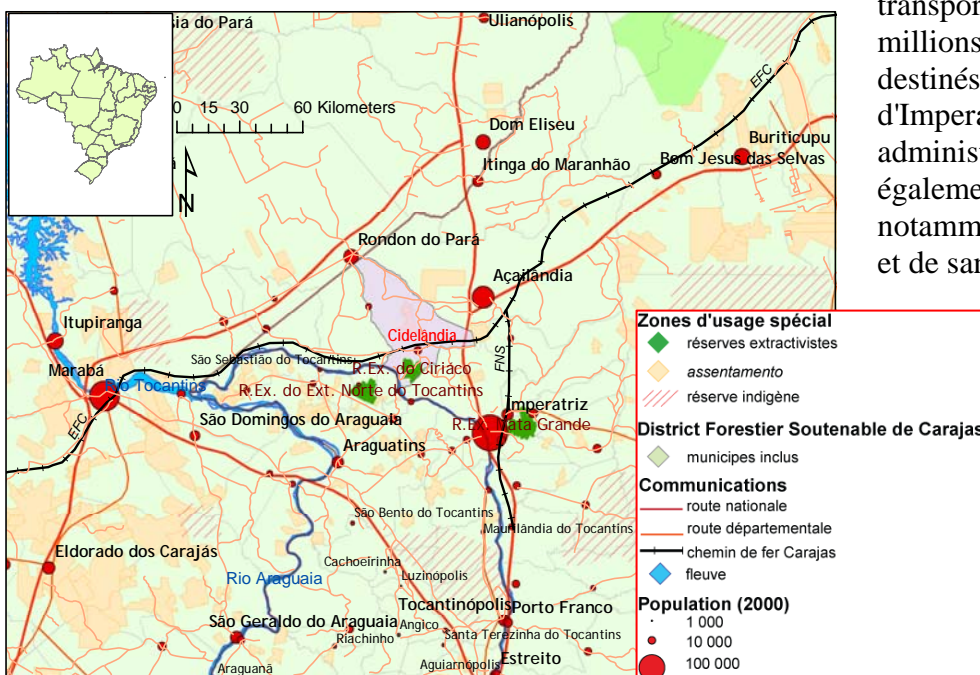
1.1 La région d'implantation

L'expérience de développement durable étudiée, la réserve extractiviste de Ciriaco a été implantée dans le municípe de Cidelândia, localisé dans la région dite du Bico do Papagaio, à l'extrême sud-ouest de l'État du Maranhão. La zone s'insère dans la région écologique de la "Pré-Amazone" (SEPLAN), qui correspond à une bordure forestière de transition du massif amazonien, caractérisée par une formation végétale de forêt ombrophile de grands arbres (*castanheiras*, *cedro*, etc.) parmi lesquels se distingue le palmier babaçu (*Orbignya speciosa*), dont les noix, récoltées puis cassées par les femmes, assurent un complément de subsistance et de revenu aux familles. Avant l'ouverture des grandes routes amazoniennes durant les années 1960, cette forêt dense s'étendait dans la partie nord-occidentale du Maranhão sur plus de 100 000 km² ; il semblerait qu'elle ait été aujourd'hui détruite à près de 60%.

En bordure du fleuve Tocantins, à proximité des États du Pará et du Tocantins, le municípe de Cidelândia est polarisé par les pôles sidérurgiques de Marabá et d'Açailândia, importantes plates-formes régionales de main-d'œuvre. La population y est en croissance constante depuis les années soixante-dix et la mise en œuvre du Programme Grande Carajás, destiné à industrialiser la région bordant la voie de chemin de fer qui relie la ville de Parauapebas (PA) à São Luis (MA), et

transporte sur plus de 800 km des millions de tonnes de minerai de fer destinés à l'exportation. La ville d'Imperatriz, centre commercial et administratif régional, représente également un point de référence, notamment dans le domaine scolaire et de santé.

De fait, la réserve extractiviste de Ciriaco est facilement accessible. Une piste de 12 km, carrossable en toutes saisons, la relie à la ville de Cidelândia (à partir de laquelle le réseau routier est asphalté). Connectée à la "rodovia do arroz" (MA-125) qui ouvre les portes du Brésil, vers



carte 1 – la réserve extractiviste de Ciriaco et région d'implantation

Réalisation : équipe de terrain

l'est par la Belém-Brasília (BR-010) ou vers l'Amazonie (BR-222), la réserve ne souffre pas d'un trop fort isolement, plusieurs véhicules assurant quotidiennement le transport vers les villes de Cidelândia et Imperatriz (95 kms).

Très largement déboisé, essentiellement occupé depuis les années soixante-dix par des établissements ruraux fortement capitalisés (*fazendas*), l'élevage bovin demeure la principale source de richesse et le principal modèle de développement du municipe de Cidelândia. C'est sur cet espace que le périmètre de la réserve extractiviste, qui occupe 8 084 ha, a été découpé, créant des tensions toujours vivaces avec les propriétaires terriens locaux.

1.2 La réserve extractiviste de Ciriaco : un emblème du paradigme de développement socio-environnementaliste ?

Concept élaboré dans la seconde moitié des années 1980 par le mouvement des collecteurs de latex (*seringueiros*) de l'État de l'Acre, les réserves extractivistes (Resex) ont été incluses parmi les instruments de mise en œuvre de la Politique nationale de l'environnement dès 1989 (loi n° 7.804/1989), et officiellement réglementées en 1990 (décret n°98.897). Ces réserves sont actuellement définies comme des aires protégées d'usage durable, et intégrées au Système national des unités de conservation de la nature (SNUC, loi n° 9.985/2000).

Au même titre que les réserves de développement durable, ce type d'aires protégées reflète les orientations adoptées au cours des années 1990 par les politiques brésiliennes de conservation de l'environnement, exprimant l'influence du mouvement "socio-environnementaliste". Cette doctrine propose *un nouveau paradigme de développement [qui] doit promouvoir non seulement la durabilité strictement environnementale – soit la durabilité des espèces, écosystèmes et processus écologiques – mais également la durabilité sociale – ce qui signifie contribuer aussi à la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales et promouvoir des valeurs telles que la justice sociale et l'équité* (SANTILLI, 2005 : 34¹).

L'outil réserve extractiviste a donc été conçu comme un dispositif expérimental susceptible d'apporter une solution aux problèmes d'usage des ressources naturelles et de possession de la terre. L'attribution collective d'une portion de terre à des populations extractivistes, auxquelles on prête un impact environnemental faible et une sagesse dans la gestion des ressources naturelles aurait pour vocation de contribuer à préserver tous les aspects de la sociodiversité amazonienne. Idéalisé au début des années 1990, le modèle a depuis montré quelques limites. Il n'en reste pas moins un outil de développement durable novateur.

1.2.1 La réserve de Ciriaco

Officiellement créée par le décret n°534 du 20 mai 1992², la réserve extractiviste de Ciriaco a été instituée à la fois comme témoin de la zone écologique du babaçu, et comme lieu de valorisation d'une catégorie de producteurs ruraux, dont le système productif repose sur l'extractivisme de babaçu en complément d'une agriculture de subsistance (riz, haricot, maïs et manioc).

Bien que Ciriaco produise une part insignifiante de la production nationale de babaçu, activité caractéristique du centre du Maranhão (IBGE, 2007), la zone connaît une forte popularité et visibilité car la création des Resex a institutionnalisé le droit à la terre au nom du babaçu. Au fil des années, Ciriaco a acquis une notoriété de portée nationale et internationale, principalement dans les milieux associatifs et académiques. Fortement médiatisées et idéalisées, ces réserves servent désormais de modèle pour les groupes associatifs luttant pour les droits des populations extractivistes en zone de *babaçuais*.

¹ SANTILLI, Juliana, 2005, *Socioambientalismo e novos direitos*, São Paulo: Peirópolis

² Le même jour, trois autres Resex de *babaçu* étaient décrétées : Mata Grande (MA), Quilombo do Flexal (MA) et Extremo Norte do Tocantins (TO).

Données-clés sur la réserve extractiviste de Ciriaco



photo : équipe de terrain

- ✓ **Date de création** : mai 1992
- ✓ **Attribution du droit d'usage aux habitants** : 2002
- ✓ **Superficie** : 8 084 ha
- ✓ **Végétation** : forêt secondaire, dominée par le palmier *Orbignya speciosa*
- ✓ **Ressources naturelles** : babaçu, arbres fruitiers
- ✓ **Infrastructures de communication** : route de terre traversant la réserve de part en part, transports collectifs quotidiens vers les villes de Cidelândia (12 km) et d'Imperatriz (95 km) ; téléphone
- ✓ **Population** : 127 familles, regroupées en hameaux
- ✓ **Organisation communautaire** : une association locale (ATARECO), représentant les habitants affiliés, membres officiels de la Resex.

1.2.2 Les étapes de la mise en place de la réserve extractiviste de Ciriaco

La demande de création d'une unité de conservation dédiée au babaçu n'a pas véritablement émané de la population locale, qui identifiait mal les privilèges et responsabilités associés à l'établissement d'une réserve extractiviste. Elle a plutôt été le fait d'un gouvernement fédéral qui souhaitait donner des signaux de bonne conduite environnementale à l'International, à quelques semaines de l'ouverture du sommet de la Terre de Rio de Janeiro. L'implantation de la Resex – dans les faits et dans les mœurs – a duré une dizaine d'années, entravée notamment par l'opposition des grands propriétaires terriens expropriés et par une volonté politique peu nette pour mener à terme la régularisation foncière.

(1) La réserve de droit (1992-2002) au statut foncier indéterminé :

- De **1992 à 1995**, la communauté villageoise de Ciriaco, encadrée par le Syndicat des travailleurs ruraux, reçoit l'appui du CENTRU (*Centro de Educação e Cultura do Trabalhador Rural*) puis du MIQCB, *Movimento Interstadual das Quebradeiras de Coco Babaçu*.
- **30 mai 1995** : Création de l'Associação dos Trabalhadores AgroExtrativistas da REserva Extrativista de Ciriaco (ATARECO), pour représenter les habitants de la Resex.
- **1995** : l'ATARECO reçoit 50 000 R\$ de l'Eletronorte au titre de la compensation environnementale (due à l'installation d'une ligne à haute tension dans la réserve), achats des premiers équipements communautaires (tracteur, moteurs, etc.)
- **1997** : Euvaldo Pereira da Silva (technicien agricole, contractuel CNPT/IBAMA) est affecté à la Resex, pour la mise en place des projets alternatifs. [Réédition du décret de création de la réserve les **23/06/1997** et **11/10/2000**],
- **2002** : manifestation à Brasilia organisée par le STR Imperatriz, le *Conselho Nacional dos Seringueiros* et le MIQCB, l'IBAMA Imperatriz est condamné à des amendes par jours de retard dans l'implantation de la Resex

(2) La réserve de fait (2003-2007)

Le territoire délimité pour la réserve passe dans le domaine public : l'INCRA fait la démarcation officielle, et le droit d'occupation est transmis à l'ATARECO.

- **2003** : Lotissement et répartition des lots (20 ha, source ATARECO) aux membres,
- Projets de petite envergure visant principalement à l'équipement de la communauté (tracteurs, fours, moteurs, ...) et à la promotion d'activités diversifiées (pulpes de fruits, apiculture, couture, pisciculture, etc.).
- **2006** : validation du règlement interne de la réserve (ATARECO/IBAMA)
- Le **20 mai 2007** : instauration de la fête annuelle de la Resex
- **2007** : PRONAF A, crédit « habitation » (R\$ 2400/hab. en matériel), attente de la libération de la seconde partie du crédit Pronaf (R\$ 18 000/hab.) après le *plano de manejo*.

2. Une situation foncière complexe et contradictoire

2.1 De la Gleba à la Resex

La situation foncière dans la réserve est d'une grande complexité. Cela provient de l'incertitude et du recouvrement de statuts : terres publiques et privées, terres d'usage collectif et individuel. Pourtant, la réserve extractiviste de Ciriaco bénéficie, en théorie, d'un statut foncier particulier de terre fédérale à usage collectif. De fait, la Resex a été implantée dans une région qui a connu plusieurs phases d'appropriation, ce qui a rendu nécessaire la reconstitution d'une chaîne foncière complexe. Dans ce qui était jusqu'aux années 1960 le domaine des terres publiques (*devolutas*), de grands domaines (*glebas*) avaient été découpés au moment de la percée de la route Brasília/Belém (BR-010), une partie d'entre eux ayant été vendus à des propriétaires privés bénéficiant de remises d'impôt pour les activités d'élevage. Pour mener à bien une telle opération de privatisation de l'espace public, pour dresser un inventaire sérieux des occupations et du cadastre, il aurait fallu un État très présent fournissant des moyens conséquent pour l'action publique. Ce dernier n'ayant pas assez investi, ce sont finalement les pratiques illicites qui ont été les plus répandues (*grilagem* : Gurupi, Campo Alegre, Frades). Leurs effets perdurent encore aujourd'hui malgré les interventions de l'INCRA, puis du GETAT (Grupo Executivo das Terras Araguaia-Tocantins) au début des années 1980, et du MMA en 2001 qui a entrepris le relevé de la situation des propriétés rurales (67) et urbaines. Lors de ce relevé cadastral, 687 personnes, soit 146 familles, ont été recensées comme résidentes de la Resex. Une centaine d'entre elles sont regroupées dans le village de Ciriaco (*Relatório técnico*, CNPT/MMA/G.F Consultores, 2002).

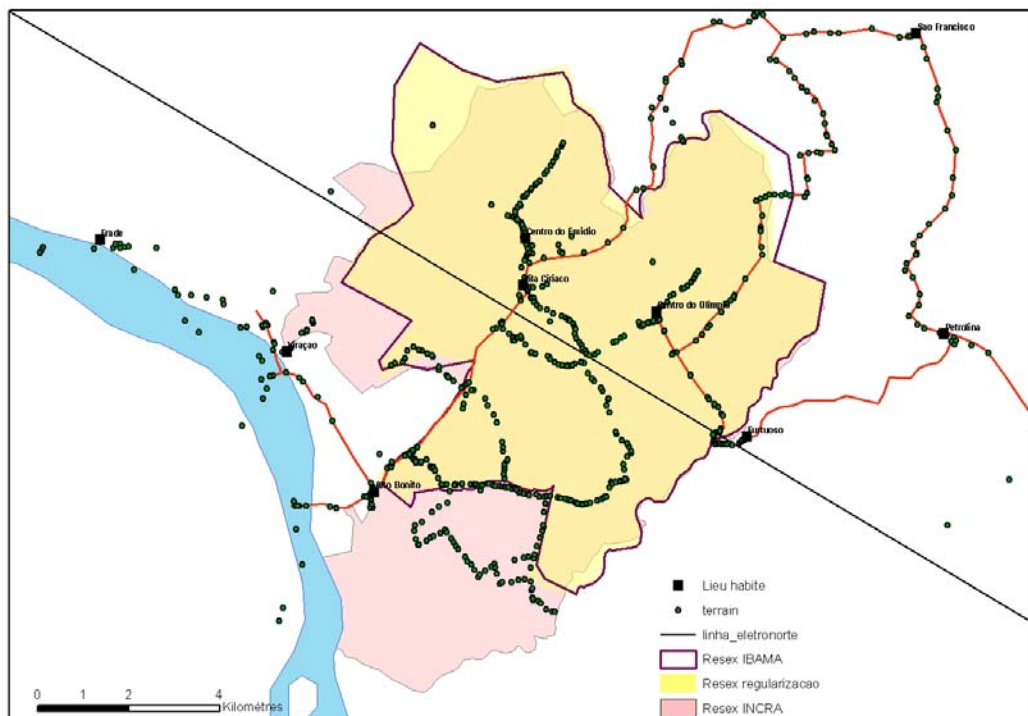
2.2 Les questions des expropriations et des limites

En vertu de l'article 23 du SNUC, pour toute réserve extractiviste, « les zones privées incluses à l'intérieur du périmètre doivent être expropriées, en accord avec les dispositions prévues par la loi. » Sur les 67 propriétés rurales existantes dans le périmètre de la Resex Ciriaco, seuls 44 établissements ont été définitivement indemnisés, le processus de régularisation foncière n'est donc

pas encore achevé puisque 27% de la surface n'est toujours pas expropriée (IBAMA).

Selon l'IBAMA, l'absence de titres réguliers de propriété (actes notariés) retarde l'indemnisation des plus petites d'entre elles. Le processus achoppe aussi et surtout à propos de l'indemnisation d'une partie des *fazendas*, appartenant à des notables locaux (dont l'ancien maire de Cidelândia).

Il demeure ainsi un **conflit foncier** à l'intérieur des limites de la Resex. Les propriétaires expropriés et non indemnisés



carte 2 – superposition des limites de la Resex

Réalisation : équipe de terrain

refusent logiquement de céder cet espace à l'usage des habitants de la réserve, Resex dont ils ne reconnaissent pas le statut d'unité de conservation.

La superficie et les limites de la Resex ont été plusieurs fois réajustées et ne sont pas encore complètement fixées. La superficie annoncée est passée de 7 050 ha en 1992 à 8 084 ha en août 2006, mais les limites diffèrent selon les sources. L'absence d'une cartographie exacte fournie par l'IBAMA ou l'INCRA fait que les habitants réinterprètent ces limites, laissant déborder leurs lots (*posse*) sur les propriétés voisines. Le bornage reste incomplet. De plus, le statut particulier des terres inondables (*várzeas*) mal délimitées, ici le *varjão*, pâturage intermittent, contribue à complexifier la situation foncière locale.

2.3 Compétition pour l'espace : entre lots agricoles et urbains

L'actuelle organisation foncière à l'intérieur de Ciriaco montre combien un dispositif reposant sur la mise en commun des ressources ne s'adapte pas nécessairement à une mentalité de paysannerie familiale. En effet, après que l'espace de la réserve leur ait été officiellement attribué, les familles affiliées à l'ATARECO ont opté pour une répartition de la terre en lots agricoles, distribuant ainsi une centaine de *sítios* entre les habitants, par tirage au sort. Le découpage des lots est opéré, « à la traditionnelle » en fonction des marqueurs existants (chemin, clôture, borne...) et la taille moyenne s'élève à une vingtaine d'hectares (environ cinq *alqueires*), le reste de la Resex étant alors désigné comme « *aires collectives* »³. Depuis cette opération, les familles semblent opter pour la multi-résidence : ils conservent une maison dans la *vila* et une autre sur le lot rural.

La population qui s'était d'abord fixée en plusieurs hameaux, a tendance à se concentrer dans le plus important d'entre eux, Vila Ciriaco, devenu le bourg-centre de référence de la communauté. Flanqué des vilas Fiquene et Bigode,, il abrite une centaine d'habitations, un poste de santé, une école, un poste téléphonique et d'autres équipements communautaires. Les hameaux Alto Bonito et Viração, situés hors des limites de la réserve, abritent quelques familles qui travaillent des terres incluses dans la réserve.



« Avant », en mars 2006, (à gauche) et « après », en août 2007 (à droite)

(photo : équipe de terrain)



Vila Nova, à Ciriaco, érigée en quelques mois, illustre la nouvelle urbanité de la deuxième génération.

Au village, le boom de la construction des maisons est notable, il correspond d'une part à la facilité d'acquisition de lots urbains dans le territoire de la *vila*, soit 17,5 ha d'aire résidentielle (*Relatório técnico*, CNPT/MMA/G.F Consultores, 2002), d'autre part à la possibilité d'obtention du crédit habitation (Pronaf/A attribué par l'INCRA aux membres de la Resex, maisons standardisées, 6x8 mètres, en briques, avec sanitaires

intégrés). L'augmentation croissante de la population dans les *vilas* s'explique également par la facilité d'y acheter un lot. Il s'y maintient un marché actif de la terre, ce qui laisse augurer un nombre croissant de transactions foncières... notamment de la part de la deuxième génération, qui même si elle n'a pas nécessairement comme perspective de demeurer sur place se constitue un patrimoine.

³ Soulignons une question revenant chez les habitants, relative à la fonction de la zone communautaire : s'agit-il d'un espace patrimonial collectif ou d'une zone potentiellement « lotissable » destinée à bénéficier aux héritiers/nouveaux venus ?

3. Les acteurs

3.1 Prédominance d'institutions et d'association d'envergure régionale

On note l'absence directe d'acteurs de dimension internationale si ce n'est comme financeurs d'organisations régionales (le MIQCB est par exemple financé depuis quelques années par l'ONG OXFAM). Les acteurs les plus déterminants agissent plutôt à l'échelle régionale ou locale et se rencontrent principalement dans la société civile et le secteur public.

Dans le **secteur public**, on trouve les instances légales de représentation de l'État (Gouvernement de l'État du Maranhão, Conseil municipal de Cidelândia) et surtout, l'IBAMA/CNPT. La réserve extractiviste de Ciriaco, née d'une décision administrative émanant du ministère de l'environnement est en effet sous la tutelle du bureau de l'IBAMA situé à Imperatriz.

Dans la **société civile** et à l'échelle régionale, on trouve les mouvements associatifs régionaux, des « partenaires de lutte » (le CENTRU, *Centro de Educação e Cultura do trabalhador Rural*; CÁRITAS, le MIQCB, le STTR, le CNS et la COOPAI, Coopérative des Petits Producteurs Agroextractivistes d'Imperatriz). À l'échelle de la Resex, l'association locale ATARECO est l'acteur fondamental, représentant de l'IBAMA sur le site.

Le **secteur privé** joue de plus en plus, directement ou indirectement, un rôle dans l'évolution de la Resex. Les *fazendeiros* et les commerçants influent sur les stratégies de développement interne à la réserve. À l'échelle régionale, les entreprises productrices de fonte (*ferro gusa*) liée au pôle sidérurgique de Carajás prennent une importance grandissante dans la réserve en s'y approvisionnant de charbon de babaçu (TERRA NORTE, FERGUMAR, COSIPAR).

La réserve est gérée par un *Conselho Deliberativo*, présidé par l'IBAMA/CNPT, dont on peut distinguer deux catégories de membres : les mouvements associatifs issus de l'organisation de la société civile et les instances légales de représentation de (Gouvernement de du Maranhão, Conseil municipal de Cidelândia). C'est malgré tout l'ATARECO, téléguidée par le responsable de l'IBAMA/CNPT, qui reste l'acteur central dans l'évolution des pratiques interne, qu'il s'agisse de gouvernance, d'organisation de l'espace ou de gestion environnementale.

3.2 L'ATARECO, représentant local en défaut de gouvernance

Afin d'être intégrés au nouveau dispositif de Resex, les habitants du village de Ciriaco ont été conviés, entre 1997 et 2002, à s'affilier à l'ATARECO. Comme l'évoque Arão, président de l'association, l'affiliation traduit idéalement une certaine appropriation et acceptation des principes socio-environnementaux attendants au statut de Resex. En échange d'un engagement à protéger l'environnement, les sociétaires et leur famille bénéficient du droit à la terre et des projets mis en place. Depuis la distribution des lots, les inscriptions sont closes, sur instruction de l'IBAMA.

Aujourd'hui, certains résidents de la Resex ne sont pas membres de l'association, soit parce qu'ils n'ont pas souhaité ou n'ont pas été autorisés à participer, ou encore parce qu'ils ont été exclus. Cependant, les habitants non sociétaires sont soumis à la réglementation en vigueur dans le périmètre, et assument, par leur présence, la même responsabilité – environnementale – que les sociétaires de la réserve. L'ATARECO recense 185 affiliés, qui représentent 90% des familles résidentes.

L'appartenance à l'association demeure un critère fort de différenciation locale, qui a conduit à une catégorisation en « amis » (les sociétaires) et en « ennemis » (les non sociétaires) de la réserve, on reproche à ces derniers de ne pas partager les valeurs de préservation environnementale, de respect de la nature et du bien collectif qui sont supposées animer l'ensemble des membres reconnus de la réserve. Cette catégorisation en amis/ennemis de la réserve est très présente dans le discours du représentant de l'IBAMA qui, nous le supposons, s'efforce de renforcer la cohésion communautaire entre les membres par le partage d'une histoire et d'une responsabilité environnementale commune, ainsi que la défense du droit obtenu, qui s'exerce par la création d'une figure d'opposition. Notons que le rôle du représentant de l'IBAMA est très important dans les orientations prises par l'ATARECO. Celui-ci jouit d'une très grande influence sur les membres de l'association et sur les

orientations prises au sein de la réserve. Il a aussi joué un rôle déterminant dans les choix des responsables de l'association, membres systématiques de deux groupes familiaux.

Le milieu associatif d'Imperatriz conserve aussi un ascendant très fort, et joue une influence certaine sur la gestion de la réserve, en agissant à la fois sur la direction de l'ATARECO et sur l'organisme de tutelle, par le biais du représentant local du CNPT/IBAMA, lui-même issu du milieu associatif. À Ciriaco, le partenaire le plus influent est sans conteste le MIQCB. Bien que faiblement représenté sur place (environ une quinzaine de femmes de Ciriaco participent aux activités du mouvement), bien qu'affecté par le déclin du recours à l'amande de babaçu au profit de la transformation de la noix en charbon, le MIQCB conserve un fort ascendant sur les décisions prises dans la Resex. Disposant d'une faible capacité de financement, l'organisation participe grandement à la visibilité de la réserve, qui entretient son attachement au mouvement de défense du babaçu et lui prête d'ailleurs son image. Signalons enfin que le responsable CNPT de la réserve, avant d'être fonctionnaire, est un militant, qui conserve estime et déférence face aux "grandes figures" des mouvements sociaux locaux, parfois en dépit des obligations liées à sa fonction.

L'association, excluant une partie des habitants de la réserve et dirigée par quelques familles, éprouve de réelles difficultés pour mettre en place et faire prospérer des actions cadrant parfaitement avec le concept de Resex. Ses dirigeants ont, jusqu'à fin 2007, échoué dans la mise en place d'une coopérative, dans la réalisation de projets de développement durable innovants (nouveaux débouchés pour le babaçu, formation à la phytothérapie, à la couture, bassins de pisciculture, apiculture) dans la mutualisation du matériel agricole ou de savoirs locaux, dans leur capacité à faire en sorte que tous les habitants de la réserve s'approprient le projet de développement durable, etc. De tels problèmes de gouvernance révèlent la fragilité de la Resex. Ces difficultés d'organisation sont renforcées par des alliances/dépendances entre certains membres de l'ATARECO et des acteurs locaux aux intérêts divergents.

3.3 Des alliances forcées sur le modèle paternaliste

La Resex, institutionnalisée en 1992, se situait alors dans le municiple d'Imperatriz. Lors du démembrement de celui-ci en 1995 – qui a été morcelé en 6 municipes –, Ciriaco a été incluse dans le nouveau municiple de Cidelândia, et ses limites orientales correspondent d'ailleurs à la frontière municipale, le long du *rio* Bom Jesus. Les services municipaux (école, transport scolaire, poste de santé) sont normalement assurés ; la route de terre, qui relie les plages de Viração à Cidelândia est entretenue chaque année. Une loi municipale dite du « babaçu libre » a été votée en 2005, réglementant la coupe des babaçus à un minimum de 80 palmiers et 80 *pindovas*/ha.

On observe que deux des trois maires ont une partie de leurs intérêts personnels liés à la réserve : grands propriétaires fonciers, chacun dispose d'au moins deux fazendas adjacentes à la Resex. José Lisboa, originaire du Minas Gerais et premier maire de Cidelândia, est toujours en litige avec l'IBAMA avec lequel il n'a jamais coopéré. Neto Teixeira, *cearense*, propriétaire de stations services et de supermarchés, maire de 2001 à 2004, est candidat aux élections municipales de 2008. Il visite régulièrement la réserve, offre des fêtes, et aide matériellement et financièrement certains habitants. L'ATARECO est un de ses débiteurs, d'environ 8 000 R\$. La rumeur veut également que le directeur de l'ATARECO lui soit redevable de son emploi de fonctionnaire public (gardien de l'école). Quant au maire actuel, Zé Carlos, il dispose à l'intérieur de la réserve de trois « représentants », qui en échange d'un salaire minimum par mois assument le rôle de chef électoral. Ces pratiques politiques pourraient s'observer dans nombre d'autres villages. La (nouvelle) structure associative de la réserve et son encadrement par l'IBAMA ne semblent pas encore avoir permis à ses dirigeants d'acquérir la maturité et l'indépendance nécessaire pour s'émanciper des structures traditionnelles de soumission que l'on observe en milieu agricole.

De la même manière, les commerçants présents dans la réserve instaurent un lien d'exclusivité et de dépendance avec leurs « clients » en proposant plus que le simple achat de la marchandise, en avançant les fonds nécessaires à des soins de santé, un voyage ou toute autre dépense, que l'agriculteur rembourse, autant qu'il peut, grâce à sa production ou en soutenant les candidats portés par les commerçants, comme c'est le cas du Laticinio Trajano, qui achète le lait produit localement.

Un autre réseau commercial, en pleine effervescence, s'organise autour du charbon de babaçu. Il articule un réseau dense de petits producteurs, d'intermédiaires locaux et d'intermédiaires extérieurs à la réserve. Ces acteurs extérieurs, qui ont des préoccupations de production, ont tendance à ne pas s'impliquer dans les questions environnementales.

Ces premiers éléments de synthèse montrent qu'il existe entre tous ces acteurs des rapports de dépendance et de domination assez classiques dans le Brésil rural, rapports qui ne vont pas dans le sens de l'idéal social inhérent au développement durable. Ils laissent aussi entrevoir la distance existante entre les discours plutôt positifs sur la Resex (portés par des organismes comme le MIQCB) et la réalité de terrain. Le MIQCB soutient les responsables de l'ATARECO et présente ce projet comme le modèle à suivre voulu par les populations locales. La gestion critiquable d'accès à la terre ou le népotisme en cours dans l'ATARECO montre que le modèle est fragile et va parfois à l'encontre de l'idéal agricole imaginé par l'ensemble des habitants. On peut enfin s'interroger sur la capacité des « gestionnaires » de la Resex à résister aux sirènes des modèles économiques des alentours (élevage bovin, production de charbon, etc.).

4. Evaluation des conséquences de l'expérience de développement durable

Il s'agit ici de donner les premiers éléments d'analyse de l'impact de la Resex, selon les trois dimensions traditionnelles de la durabilité, la préservation de l'environnement ainsi que les développements économique et social.

4.1 Sur le plan environnemental

4.1.1 Le poids déterminant de l'anthropisation

Dans ce type de régions au peuplement rural dense (plus de 10 hab/km²), la forte anthropisation du milieu a constitué une infinité de mosaïques paysagères issues de trois grands ensembles : des forêts plus ou moins dégradées (Centro do Emídio), des pâturages plus ou moins propres (Centro do Olímpio), des terres alluviales plus ou moins inondées (Varjão). L'implantation d'une aire préservée est censée assurer le renouvellement des ressources naturelles et notamment la viabilité d'une forêt naturelle de palmier babaçu à usage communautaire supposant la récupération des aires dégradées et un éventuel reboisement en espèces natives.

Sur des sols sableux, les vestiges de la forêt originelle, ombrophile, caractérisés par de grands arbres (*castanheiras*, *cedro*, etc, visibles au Castanhal) sont infimes (200 ha ?). Le cycle de déboisement accéléré de la recherche éperdue de *mogno* (acajou, *Swietenia macrophylla*), qui s'est déroulé dans cette zone au début des années 1980, a laissé en guise de témoignage d'immenses troncs, qui n'ayant pas été convoyés à l'époque, gisent dans un lit de mousse et de cendres rappelant l'intensité de l'exploitation forestière prédatrice des premiers temps. Une végétation forestière secondaire où dominent les palmiers tapisse les clairières. Le règlement interne de la Resex envisage de préserver ces fragments forestiers à arbres remarquables comme des sanctuaires écologiques, la question de la délimitation et de la gestion des accès à ces espaces se posant. La population de Ciriaco vient en effet encore y chercher du bois, y chasser et y récolter des noix de babaçu.

La plupart des autres espaces boisés ont été nettoyés par le feu de manière répétée et intensive et ont laissés place à des zones plus ou moins ouvertes selon la repousse de palmiers (*pindovas*) et l'état des pâturages. Au sol, on observe des roças dans des *babaçuais* peu denses. D'une manière générale, la forte pression humaine vient de deux groupes sociaux, les uns mettent en place des activités familiales fondées sur l'extractivisme et les cultures vivrières, les autres pratiquent l'appropriation foncière et établissent de grandes fazendas d'élevage. L'opposition de ces deux groupes se révèle dans leur concurrence sur l'espace.

4.1.2 L'énigmatique forêt de babaçu



éboisées

L'analyse de l'image satellite ne fait que souligner la fragmentation des paysages. À l'échelle régionale, une classification permet de distinguer quelques types de paysages arborés, à travers la prédominance des espaces déboisés, le périmètre de la réserve de Ciriaco, caractérisé par ses forêts de babaçus, est repérable. Un des effets positifs de la politique environnementale se fait donc d'ores et déjà sentir. Cependant qu'est-ce qu'une forêt de babaçu ? Quelle est la densité de palmiers optimale pour combiner la préservation, le renouvellement et le revenu économique des familles qui vivent de l'exploitation de cet arbre ? La recherche doit encore fournir des réponses à ces questions concernant la combinaison des phases de plein rendement, le

complantage et la domestication d'une espèce, dont les usages multiples renvoient aux pratiques d'autonomie et d'auto-provisionnement durable caractéristiques des sociétés paysannes traditionnelles. Le babaçu semble bien représenter cet arbre providentiel, décisif comme source de combustible et huile, permettant à des communautés paysannes assez denses d'atteindre un niveau de reproduction dans un milieu forestier défriché, de reproduction mais pas d'accumulation selon l'exemple de la région des Cocais, au centre Maranhão, fonctionnelle depuis les années 1960.

Dans le voisinage, particulièrement au nord du municípe, les fragments d'autres espaces boisés aux contours plus géométriques indiquent la présence (récente) d'aires reboisées, particulièrement de plantations d'eucalyptus. À la sortie de Cidelândia, une pépinière alimente la région en jeunes plants. Ces eucalyptus à croissance rapide (coupés à 6-7 ans) sont destinés à alimenter en charbon de bois les entreprises transformant le fer en fonte (*guseiras*) implantées dans les pôles sidérurgiques de Marabá (PA) ou d'Açailândia (MA)⁴. Ces deux pôles se situent respectivement à 100 et 80 kilomètres de Ciriaco.

4.1.3 Perception locale

Les habitants insistent particulièrement sur la récupération sensible des espaces boisés (*aumento dos matos*), que ce soit sur les plans esthétique et/ou pratique. Ils font également état d'une renaissance des points d'eau (*grotas*) et d'une véritable augmentation de la faune (*tatu, paca, capivara, caititu, cotia*). L'IBAMA a réalisé sur place quelques sessions d'éducation environnementale, de reconnaissance des plantes et des animaux, introduisant la notion de développement durable et sensibilisant les agriculteurs aux précautions à prendre lors du nettoyage des champs par le feu.

Le déboisement systématique à grande échelle pratiqué par les éleveurs juste avant le décret instituant la réserve, est de plus en plus mal perçu alors que progresse la conscience d'une nécessité de protection de l'environnement, par le truchement de la protection des babaçuais. Le discours change, se nourrit des principes de l'IBAMA et des slogans véhiculés par les mouvements associatifs pour constituer un discours plus généraliste qui dépasse la référence à la seule défense du palmier babaçu.

⁴ Les forêts présentes dans le municípe de Cidelândia appartiennent à l'entreprise Ferro-Gusa Carajás, du groupe CVRD.

4.2 Sur le plan économique

4.2.1 Les activités agricoles

Les habitants pratiquent encore en majorité l'agriculture de subsistance à base de riz, maïs, haricot, manioc permettant d'assurer la nourriture quotidienne de chaque unité familiale. Les cultures couvrent des surfaces réduites (1 à 2 ha par famille), peu mécanisées et à faibles rendements, elles sont plus l'objet de troc que de commerce, à l'exception de la farine de manioc. La question du stockage des produits agricoles dans les unités familiales est diversement résolue : il faut protéger les récoltes contre les rongeurs, ainsi la conservation des fèves et haricots se fait dans les bouteilles de plastique de 2 litres, le riz est séché et stocké dans des greniers *ad hoc* (vendu à 25 R\$ le sac de 60 kg). Il n'existe pas de véritable organisation commerciale à l'intérieur de la réserve, pas de structure d'appui pour l'achat/vente des produits agricoles qui inciterait les agriculteurs à moderniser leurs exploitations dans le but de produire mieux pour tirer plus de revenus de leurs champs. Il faudra pouvoir mesurer la part des revenus de l'auto-provisionnement productif ainsi que celle des revenus de la mise en marché des produits pour arriver à formuler un indicateur de degré d'autonomie (vivre des fruits de leur travail).

4.2.2 La pérennité de l'extractivisme

L'extractivisme de babaçu demeure une activité forte, mais connaît une réorientation de ses formes d'exploitation. Le cassage traditionnel, qui extrait manuellement l'amande de la noix à l'aide d'une hache et d'une massue, tel que pratiqué principalement par les femmes, est en très nette perte de vitesse. Ce sont principalement les femmes les plus âgées, ou les plus démunies qui s'y attellent encore, pour des raisons culturelles ou de réelle nécessité financière. Ce désintérêt pour l'amande est ainsi expliqué par Maria Dalva, habitante de la réserve :

Maintenant, on récolte moins le babaçu parce qu'on en a moins besoin, puisque on a les champs pour compenser. Maintenant on a de quoi manger même si on passe deux ou trois jours sans travailler...avant c'était du dimanche au dimanche, ma sœur, on est vraiment plus tranquilles.

Cette habitante établit une relation directe entre l'institutionnalisation de la Resex et la diminution de la nécessité du cassage de babaçu, qui traduit une moindre dépendance à l'égard de ce revenu. Les familles possèdent à présent leurs propres champs (*roça*), auxquels elles peuvent consacrer leur force de travail, bien que certains hommes continuent à s'employer occasionnellement dans les fazendas voisines. De plus, l'ensemble de la récolte revient à la famille, sans nécessité d'en reverser une partie au *fazendeiro*.



Encore manuelle et exténuante pour un maigre revenu, la casse de la noix de babaçu et la commercialisation de l'amande ainsi extraite déclinent au profit de la carbonisation de la noix en charbon.

photos : MIQCB



Étant donné la faiblesse du prix d'achat des amandes de babaçu, l'effondrement du marché de l'*azeite* et l'insignifiance des circuits de commercialisation des nouveaux produits (la farine de mésocarpe et le savon de toilette), l'activité de cassage se réduit à Ciriaco. Les femmes qui la pratiquent encore le font surtout à des fins domestiques. Et pourtant, le babaçu connaît un regain de vitalité dans le commerce local, mais pour un autre usage, celui du charbon de bois.

Depuis 2002, et plus encore depuis 2005, l'augmentation continue du prix du minerai de fer et de ses dérivés a accru les besoins en charbon⁵ des entreprises sidérurgiques, notamment de Marabá et Açailândia. Parallèlement, le durcissement des lois sur la provenance du charbon végétal ont

⁵ Le charbon joue un rôle primordial dans le processus de transformation du fer en gueuse, en tant que combustible et thermo-réducteur du minerai de fer.

contraint les entreprises à rendre leurs sources « propres », ou à recourir à d'autres formes d'approvisionnement. Le charbon de babaçu profite ainsi de l'absence de législation le concernant. Les *atravessadores*, qui assurent l'intermédiaire entre les petits producteurs et les entreprises sidérurgiques sont particulièrement entreprenants à l'intérieur de la réserve, contrairement à l'apathie du marché de l'amande de babaçu. En plus d'être lucrative, la production de charbon de babaçu s'avère facile et rapide ; de nombreuses familles y ont ainsi recours, les jeunes sont particulièrement séduits. Notons que l'ATARECO reste en retrait de ce commerce et, en dépit de ses annonces, ne dispose guère des moyens matériels pour reprendre ce commerce à son compte, ni d'interdire les allées et venues des camions des *atravessadores* à l'intérieur de son périmètre.

4.2.3 Les revenus de transfert

Quelle est la part des transferts sociaux dans l'équilibre des revenus des ménages ? Elle semble de plus en plus importante pour garantir la monétarisation des familles paysannes qui vendent bien mal leurs produits agricoles soulignant le rôle stratégique de ces groupes de population forts nombreux à l'intérieur de la réserve, les enfants, les femmes et les personnes âgées. Dans ce sens, la retraite rurale que perçoivent les travailleurs de plus de 60 ans est fondamentale ainsi que le récent élargissement du système des allocations familiales (*Bolsa Familia*). C'est ainsi que les commerçants locaux voient leur activité se renforcer et comme elle repose traditionnellement sur la pratique du *fiado*, l'achat à crédit, ils reconnaissent eux-mêmes que la diffusion des revenus de transfert à l'intérieur de la communauté minimisant les risques de non paiement, a accru le rythme des transactions. L'amélioration des communications (accessibilité, information) permet aux habitants d'accéder plus facilement aux allocations distribuées par le gouvernement, mais aussi à des produits de consommation jusque-là peu répandus (appareils électroménagers, bicyclette...).

Il faudrait donc pouvoir mesurer la part des revenus de l'auto-approvisionnement productif et ceux mis en marché afin de pouvoir calculer non seulement un indicateur de degré d'autonomie (et d'épargne si possible, autonomie pour demain), mais aussi un indicateur de monétarisation (revenus de transfert et mise en marché).

4.3 Sur le plan social

La lutte contre la pauvreté fait implicitement partie des programmes gouvernementaux à destination des populations pauvres du milieu rural et particulièrement du Maranhão. La Resex a-t-elle contribué à améliorer les conditions de vie des familles qui y résident ? Les habitants s'accordent à reconnaître une sensible amélioration matérielle, des outils de travail, de meilleurs logements, des équipements collectifs.

Cependant bon nombre d'entre eux déplorent la désunion croissante qui affecte la vie de la communauté. Il semblerait que, si la lutte commune avait entretenu une certaine solidarité, à l'heure de la gestion et du partage, les amitiés soient moins désintéressées, car les bonnes/mauvaises relations ont un enjeu matériel, et génèrent des jalousies, chacun essayant d'obtenir des avantages pour ses enfants.

Certaines amitiés sont à cultiver comme celle avec la famille Colodino, très liée à l'histoire locale et qui concentre les pouvoirs à l'ATARECO : depuis sa création, tous les présidents sont des membres au premier degré de cette famille (frère, sœur, fils). L'actuel président, qui à seulement 28 ans exerce actuellement son quatrième (et dernier) mandat, incarne aujourd'hui l'ATARECO, et joue de son autorité pour intimider toute velléité de contestation, mélangeant souvent les amitiés personnelles et les devoirs associatifs, prenant des libertés avec les droits que procure l'exercice du pouvoir.

Finalement, ce sont encore les transferts de revenus sociaux (allocations, retraites...) qui ont permis ces dernières années aux familles de croître et de se multiplier sur ce lieu. L'enjeu restant toujours celui de la formation, à cet égard les options sont peu diversifiées, les jeunes vont étudier au collège de Cidelândia ou à l'école familiale rurale de Coquelândia, mais stigmatisés comme des ruraux, on les appelle « babaçu », ils se sentent infériorisés.

5. Quelle est la perception de la notion de développement durable ?

Si aujourd'hui la notion de développement durable n'est plus étrangère à la majorité des habitants, elle ne fait pas sens pour autant. L'expression dispose d'une charge positive indéniable, mais peut difficilement être explicitée par les habitants. On y associe volontiers la résolution des principales difficultés que l'on rencontre au quotidien pour développer (*desenvolver*) l'économie domestique dans le but de subvenir aux besoins (*sustentar*) de la famille. Par ailleurs, la réserve extractiviste n'est pas systématiquement désignée par l'expression, mais les habitants acceptent cette association sans difficulté. Le développement durable dans sa définition locale se construit ainsi sur des fondements divers, s'appuyant qui sur la liberté, qui sur la dimension locale, d'autres mettront l'accent sur la préservation de l'environnement, l'autonomie ou l'indépendance, etc. La plupart de ces définitions font ainsi référence à un état de difficulté passé que la création de la réserve a permis de dépasser. L'extractivisme de babaçu ne prend pas localement la forme d'une activité durable, mais plutôt d'un système sur le déclin. Certains témoignages mettent en avant la faiblesse de la culture extractiviste dans cette région, critiquant la manière dont le projet a été implanté de « *cima para baixo* », sans prendre en compte la réalité locale marquée par l'absence de perspectives de création de richesse liées à la casse du babaçu, et l'absence d'une chaîne productive et commerciale organisées, ce qui entraîne un désintérêt manifeste des jeunes. De plus, ce défaut de perspectives liés au babaçu renforce chez les jeunes la perception de dévalorisation sociale, un tel cliché négatif va jusqu'à affecter l'image de la *quebradeira* dans l'imaginaire populaire.



Implantées par le CNPT/IBAMA le long de la rue principale de la Resex, ces plaques exaltent l'identité des casseuses de babaçu, qui s'affirment maternelles, hospitalières et en totale harmonie avec leur milieu.

photo : équipe de terrain

6. Atouts et faiblesses de l'expérience de développement durable de Ciriaco

La création de la réserve a largement servi de soutien à un discours politique visant à la défense des droits extractivistes, des populations traditionnelles et particulièrement des casseuses de noix de babaçu. Le MIQCB a ainsi clairement repris à son compte le modèle de la réserve extractiviste, l'utilisant comme bannière de justice socio-environnementale, comme la reconnaissance institutionnelle de la nécessité de préservation d'un milieu, et comme la reconnaissance des droits des *quebradeiras* sur ce milieu. La revendication de nouvelles réserves extractivistes fait aujourd'hui partie intégrante de la tactique territoriale mise en œuvre par le mouvement des casseuses de babaçu, sans toutefois proposer de réflexion sur la façon d'améliorer le modèle. Le discours du MIQCB s'appuie notamment sur les points forts du modèle de réserve extractiviste, la garantie foncière et la protection de l'environnement, observables à Ciriaco. La garantie foncière est un élément-clé, d'autant plus que l'impossibilité de vente de la terre permet aux habitants de la Resex de rester sur place, en particulier grâce au développement de petites « exploitations agricoles ». Les lois et les discours relatifs à la protection de l'environnement ont également eu des effets visibles, aussi bien sur la recomposition des paysages que sur les mentalités locales. Reste à savoir de quelle recomposition et de quels discours il s'agit. La reconstitution d'un écosystème à partir d'un espace originellement fortement dégradé peu impliquer, pour retrouver une forte biodiversité, une intervention humaine volontariste. Il n'en est rien à Ciriaco. Dans un même ordre d'idée, si les discours locaux incorporent la notion de préservation de l'environnement, celle-ci reste

souvent limitée à la diabolisation des déboisements alors que le traitement/recyclage des déchets ou l'utilisation de formes de mises en culture plus écologiques ne sont guère envisagés.

Globalement, on peut déplorer qu'ayant été instaurée comme dispositif expérimental, la réserve extractiviste de Ciriaco n'ait pas été véritablement conduite comme un laboratoire de développement des potentialités offertes par le babaçu. On peut aussi regretter que rien n'ait été véritablement mis en œuvre pour renouveler les formes d'organisation commerciale, et de la gestion communautaire et participative (est-ce dû au fait que les habitants ne se sont pas pleinement appropriés la Resex ?). Localement, on note enfin un déficit d'image et d'influence de la Resex sur les pratiques locales. Le comportement des *fazendeiros* s'est plutôt durci, on peut sans doute l'interpréter comme une attitude de « fin de règne » pour une génération aux pratiques prédatrices qui va se trouver de plus en plus marginalisée.

« Malheureusement, la Resex n'est pas encore perçue par une grande partie de la population des alentours comme une aire fédérale de préservation et d'accès restreint, cela peut-être en raison de l'historique d'occupation de la région et de la facilité d'accès par voie terrestre. La présence plus constante des équipes d'inspection pour des périodes prolongées s'impose comme nécessaire (rapport de l'opération d'inspection IARA, réalisée par l'IBAMA en avril-mai 2007) ».

Le défi d'organiser une Réserve extractiviste dans une région peuplée de l'arc de la déforestation se présente comme une alternative innovante, à l'instar des PA de l'INCRA installés dans le municípe, pour fixer une génération de caboclos à la terre. On peut malgré tout s'interroger sur la viabilité de ce modèle, sur sa durabilité socio-économique et sur son (in)adaptation aux conditions régionales.

S'agirait-il d'une « réforme agraire écologique » ou d'un modèle soutenable de protection socio-environnementale ?